Stéphanie BARRAL
UMR LISIS / INRAE

Eliza BENITES
Centre Max Weber / Université Lumière Lyon 2

AFEP 2020
Proposition d'atelier thématique ouvert
Gestion des ressources naturelles : les effets de l'appropriation privée

Depuis les années 1980, la gestion des ressources naturelles connaît un mouvement de libéralisation intense, qui prend différentes formes plus ou moins associées : privatisation, mise en calcul économique, mise en marché et mise en finance. Ces quatre mouvements historiquement situés (Pestre 2020 ; Chiapello, 2020) font l'objet de travaux qui se penche sur le tournant néolibéral des politiques environnementales. Centrés sur des objets aussi divers que l'eau, les espaces naturels, la biodiversité, les ressources forestières, le carbone ou encore les ressources minières, ces processus traduisent la montée en puissance d'une rationalité libérale qui invoque d'une part l'efficacité de modes d'organisation fondés sur l'économie de marché (que l'on retrouve dans la transformation de la gestion des ressources forestières ou des ressources en eau) et d'autre part l'incapacité des Etats à produire des réponses efficaces à la crise environnementale (de laquelle découle la promotion d'instruments de marché pour la gestion des pollutions et de l'érosion de la biodiversité).

Les travaux sur la mise en économie de l'environnement se sont davantage penchés sur les conditions sociales de cette mise en économie que sur leurs conséquences. Or, pour mettre en perspective les discours qui justifient le recours à des instruments de marché pour répondre à la crise environnementale, il est important de considérer les effets des politiques environnementales néolibérales en soulevant les questions suivantes : qui mobilisent les instruments de mise en économie de l'environnement ? D'où proviennent les financements ? Comment la mise en marché et notamment la mise en concurrence d'organisations privées façonnent-elles l'exploitation des ressources naturelles ? En quoi la privatisation de la gestion des ressources naturelles permet d'intégrer une dimension de durabilité dans leur exploitation ?

Cet atelier thématique souhaite solliciter des propositions de différentes disciplines (économie, sociologie, anthropologie, histoire) et privilégiera des travaux fondés sur des approches empiriques.

Contact : stephanie.barral@inrae.fr